



Paris, 11 juin 2020

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Depuis 10 ans, le Conseil d'État est aussi le conseil du Parlement

Depuis la réforme constitutionnelle de 2008, le Conseil d'État donne un avis juridique indépendant sur les propositions de loi des députés et sénateurs. En dix ans, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ont demandé l'avis du Conseil d'État sur 33 projets de texte afin de les aider à identifier les difficultés juridiques soulevées par ces textes et de préconiser des solutions. Si cette procédure reste encore peu connue, le Conseil d'État est saisi de plus en plus souvent ; il se prononcera d'ailleurs très prochainement, sur la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine.

Depuis fin 2009, le Conseil d'État a examiné des propositions de lois aux thèmes et aux enjeux juridiques variés : de l'allègement des démarches administratives, à la surveillance des communications électroniques internationales, en passant par l'expérimentation territoires zéro chômeur, la réforme de la prescription en matière pénale, l'intégrité des élus, la lutte contre les fausses informations ou, plus récemment, le libre choix du consommateur dans le cyberspace (voir [liste complète ci-dessous](#)).

Avec ces avis, le Conseil d'État apporte son expertise au service du Parlement pour un droit plus simple, plus intelligible et de meilleure qualité ainsi que pour une plus grande sécurité juridique.

Tout comme il s'abstient de le faire dans les avis qu'il rend au Gouvernement, il ne se prononce pas sur l'opportunité des choix politiques qui inspirent les textes des parlementaires. Il identifie les difficultés juridiques que pourrait soulever la rédaction retenue et préconise des moyens de les surmonter, afin que la proposition de loi soit plus solide, plus compréhensible et mieux applicable lorsqu'elle sera votée. Le député ou le sénateur à l'origine de la proposition est d'ailleurs associé à toutes les réunions qui se tiennent au Conseil d'État où son texte est discuté de manière collégiale.

La possibilité de recourir au Conseil d'État pour les propositions de lois est encore trop méconnue. C'est pourquoi le Conseil d'État s'est engagé à approfondir sa relation avec le Parlement et lui ouvre régulièrement ses portes : il a ainsi accueilli en 2019, sept délégations regroupant près de 70 députés et sénateurs afin de leur faire découvrir le fonctionnement de l'institution.

Après avoir étudié la proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises en janvier, le Conseil d'État vient d'être saisi pour examiner un nouveau texte parlementaire cette année. L'examen de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine est en cours, et l'avis sera rendu très prochainement.

Les avis du Conseil d'État sont traditionnellement rendus publics sur les sites internet de l'Assemblée nationale et du Sénat, puis sur [le site du Conseil d'État](#).

Avis rendu par le Conseil d'État depuis 2009

Date de l'avis	Proposition de loi examinée
2020 en cours	Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine

2020 16 janvier	Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises
2019 19 décembre	Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace
2019 16 mai	Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet
2019 14 février	Proposition de loi visant à renforcer l'intégrité des mandats électifs et de la représentation nationale
2018 20 décembre	Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes
2018 25 octobre	Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires
2018 5 juin	Proposition de loi tendant à adapter aux caractéristiques et contraintes particulières de Mayotte les règles d'acquisition de la nationalité française par une personne née en France de parents étrangers
2018 19 avril	Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations
2018 19 avril	Proposition de loi organique relative à la lutte contre les fausses informations
2018 15 mars	Proposition de loi portant transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites
2018 22 février	Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs
2016 3 mars	Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales
2015 12 novembre	Proposition de loi d'expérimentation pour des territoires zéro chômage de longue durée
2015 15 octobre	Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales
2015 1 octobre	Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale
2015 9 avril	Proposition de loi relative à l'entretien et au renouvellement du réseau des lignes téléphoniques
2014 23 janvier	Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence
2013 27 juin	Proposition de loi visant à redonner des perspectives à l'économie réelle et à l'emploi industriel
2013 7 février	Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir Proposition de loi relative à l'assistance médicale pour mourir et à l'accès aux soins palliatifs Proposition de loi visant à légaliser une aide active à mourir dans le respect des consciences et des volontés Proposition de loi visant à mieux prendre en compte les demandes des malades en fin de vie exprimant une volonté de mourir

	Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir
2011 6 octobre	Proposition de loi de simplification des normes applicables aux collectivités locales
2011 22 septembre	Proposition de loi tendant à adapter la loi de réforme des collectivités territoriales aux caractéristiques et contraintes particulières de la Guadeloupe
2011 19 septembre	Proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives
2011 28 avril	Proposition de loi visant à permettre aux services départementaux d'incendies et de secours d'obtenir le remboursement des frais d'opération de secours auprès de l'incendiaire
2011 7 avril	Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique
2010 7 octobre	Proposition de loi sur le contrôle des armes à feu
2010 28 janvier	Proposition de loi tendant à améliorer l'indemnisation des victimes de dommages corporels à la suite d'un accident de la circulation
2009 1 ^{er} octobre	Proposition de loi sur la simplification et l'amélioration de la qualité du droit

Contacts presse

Xabi Velazquez – tel. 01 72 60 58 34 – xabi.velazquez@conseil-etat.fr

Paul Parikhah – tel. 01 72 60 58 31 – paul.parikhah@conseil-etat.fr

Suivez l'actualité du Conseil d'État sur Twitter : [@Conseil_Etat](https://twitter.com/Conseil_Etat)